

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LES LANGUES OFFICIELLES

DÉPÔT DU 5^e RAPPORT DU COMMISSAIRE POUR 1975

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre le cinquième rapport du Commissaire aux langues officielles pour l'année civile 1975.

* * *

[Français]

LA LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES

MESURE MODIFICATIVE PRÉVOYANT L'EXAMEN DES RAPPORTS DES COMMISSAIRES

M. Serge Joyal (Maisonneuve-Rosemont) demande la permission de présenter le bill C-430, intitulé «Loi modifiant la Loi sur les langues officielles (renvoi des rapports)».

Des voix: Expliquez-vous!

M. Joyal: Monsieur l'Orateur, dans le livre premier du rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, la Commission recommandait que le rôle du commissaire aux langues officielles soit analogue à celui de l'Auditeur général au sujet des dépenses du gouvernement et des biens de l'État. Or, la loi sur les langues officielles ne permet pas à la Chambre de se saisir du rapport par l'intermédiaire d'un comité mixte de la Chambre et du Sénat, bien que le rapport soit déposé à la fois à la Chambre des communes et au Sénat. Le but de cet amendement est de permettre au parlement de suivre les progrès qu'enregistre l'administration fédérale à tous les niveaux dans l'établissement des objectifs d'égalité et de justice de la loi des langues officielles et la participation des francophones à tous les échelons de l'administration fédérale.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

BILLS PRIVÉS

[Français]

PRÉSENTATION D'UNE PÉTITION DE LA UNITED GRAIN GROWERS LIMITED

M. Gérard Loiseau (Saint-Henri): Monsieur l'Orateur, je propose, appuyé par l'honorable député de Saint-Jacques (M. Guilbault):

Qu'en conformité des dispositions de l'article 99 du Règlement, la pétition de United Grain Growers Limited demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi la constituant en société pour augmenter son capital-actions, et à d'autres fins, déposée après le délai spécifié à l'article 90 du Règlement, soit déferée au comité permanent des bills privés en général et du Règlement, avec le 27^e rapport révisé du greffier des pétitions présenté à la Chambre le mardi 30 mars 1976, afin que le comité soit en mesure de faire les recommandations qu'il jugera à propos.

M. l'Orateur: La Chambre a entendu la motion de l'honorable député. Plaît-il à la Chambre d'adopter ladite motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

Questions au Feuilleton

QUESTIONS AU FEUILLETON

[Français]

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. J.-J. Blais (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, on répondra aujourd'hui aux questions suivantes: 3539, 3853, 4088 à 4092 inclusivement, 4098, 4592, 4603, 4914, 4915, 4917 et 4929.

[Texte]

LA PHASE 2 DU PLAN GÉNÉRAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'Î.-P.-É.

Question n° 3539—**M. MacDonald (Egmont):**

Au sujet de l'accord récent sur la phase 2 du plan général de développement de l'Île-du-Prince-Édouard, le Comité mixte consultatif est-il satisfait de la participation publique qui a précédé l'accord?

M. Cliff McIsaac (secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion économique régionale): En ce qui a trait au ministère de l'Expansion économique régionale, la réponse est la suivante: Oui.

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD—LE SECTEUR DES PÊCHES

Question n° 3853—**M. MacDonald (Egmont):**

Au sujet du secteur des pêches du Programme général de développement de l'Île-du-Prince-Édouard, des mesures ont-elles été prises, depuis la création du Programme, afin a) d'augmenter la population des palourdes, b) de mieux utiliser la population de buccins, c) d'augmenter les prises de crabes, d) d'exploiter la population des oursins, e) d'exploiter la population des crevettes brunes, f) d'augmenter les prises de (i) poissons plats (ii) merluches (iii) maquereaux, g) d'accroître la population des anguilles au moyen de techniques d'aquaculture, h) d'enquêter sur la rentabilité d'installations de production et d'élevage de truites dans l'Île-du-Prince-Édouard et, dans l'affirmative, quels en ont été les résultats?

M. Cliff McIsaac (secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion économique régionale): La réponse pour le ministère de l'Expansion économique régionale, est la suivante: a) La population des palourdes est en train d'être évaluée. b) Des mesures ont été envisagées mais elles ne sont pas jugées économiques à l'heure actuelle. c) La population des crabes est en train d'être évaluée et des études des marchés sont en cours. d) Non. e) La population des oursins est en train d'être évaluée. f) (i) Un équipement moderne est à l'essai. (ii) Un équipement moderne et des longues lignes sont à l'essai. (iii) Non. g) Non. h) Plusieurs stations d'élevage en eau salée ont été établies.

LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA TRANS CANADA PIPELINES

Question n° 4088—**M. Orlikow:**

Dans une lettre du 14 février 1974, l'Office national de l'énergie a-t-il demandé à la société Trans Canada Pipelines a) de lui faire part, par écrit, des mesures qu'elle entendait prendre pour éviter l'emploi futur de mauvaises méthodes de construction, b) de lui fournir une description des méthodes utilisées pour garantir la conformité de la soudure actuelle et des moyens de contrôle de la qualité au règlement de l'Office, aux codes industriels et aux devis de la société, c) d'examiner de plus près la région correspondant à la construction des circuits doubles de la phase I en 1971 et 1972 lors de l'inspection du pipe-line et, dans l'affirmative, Trans Canada Pipelines Limited s'est-elle pliée à toutes les exigences de l'Office?